

Note d'information

Évolutions de l'agression des États-Unis contre l'Iran

Au cours des 48 heures précédant 15h00, le mercredi 05 août 2026

Positions officielles de la République islamique d'Iran

Massoud Pezeshkian, président de la République islamique d'Iran, lors d'un entretien téléphonique avec le président du bureau politique du Hamas :

L'Iran soutiendra toute mesure, initiative ou décision que les dirigeants palestiniens adopteront dans le cadre des négociations. Malgré les récentes agressions du régime sioniste et des États-Unis contre le territoire iranien ainsi que la situation actuelle dans la région, la question palestinienne demeure au cœur de la politique étrangère de l'Iran. Elle continue d'occuper une place centrale dans les préoccupations des responsables, des décideurs et du Guide de la Révolution islamique, et reste, à leurs yeux, la première cause du monde musulman.

Entretien téléphonique entre les ministres des Affaires étrangères de l'Iran et du Pakistan :

M. Mohammad Ishaq Dar, vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Pakistan, s'est entretenu par téléphone, dans l'après-midi du lundi, avec M. Seyed Abbas Araghchi, ministre des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran. Au cours de cet entretien, les ministres des Affaires étrangères des deux pays ont passé en revue les derniers développements régionaux ainsi que l'évolution des démarches diplomatiques en cours. Ils ont également souligné la nécessité de poursuivre la coopération et les consultations étroites en vue de l'instauration durable de la paix et de la stabilité dans la région.

Entretien téléphonique entre les ministres des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran et du Sultanat d'Oman :

M. Seyed Abbas Araghchi et M. Sayyid Badr Al-Busaidi, ministres des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran et du Sultanat d'Oman, se sont entretenus par téléphone dans l'après-midi du lundi au sujet des derniers développements régionaux et ont procédé à un échange de vues à ce sujet.

Esmail Baghaei, porte-parole du ministère des Affaires étrangères :

- Notre objectif est de définir, dans les plus brefs délais, en concertation avec le Sultanat d'Oman et avec sa coopération, un itinéraire qui sera vraisemblablement temporaire et qui permettra d'assurer la sécurité de la navigation dans le détroit d'Hormuz. Il s'agit donc de négociations bilatérales entre les deux États riverains. Cette question concerne exclusivement l'Iran et Oman.
- Un accord sur un couloir de navigation sûr dans le détroit d'Hormuz constitue une condition nécessaire à sa réouverture, mais non une condition suffisante. Le détroit d'Hormuz n'a pas été fermé en raison d'un différend entre l'Iran et Oman. Les difficultés actuelles résultent de l'agression militaire des États-Unis et du régime sioniste depuis le 28 février de l'année dernière. Tant que les actes hostiles des États-Unis se poursuivront, tant que le blocus maritime imposé à l'Iran perdurera, tant que les agressions militaires américaines contre l'Iran et ses intérêts continueront et tant que les violations commises par les États-Unis ne cesseront pas, il est peu probable que la situation dans le détroit d'Hormuz évolue de manière significative.
- Les peuples de la région savent parfaitement qu'il s'agit d'une guerre injuste menée par les États-Unis et le régime sioniste contre un pays musulman de la région. Ils sont pleinement conscients des conséquences de la poursuite de cette agression militaire. Ils savent que la République islamique d'Iran n'éprouve aucune hostilité envers les pays voisins et que le peuple iranien aspire à vivre en paix, dans le respect mutuel avec tous les États de la région. Ils observent attentivement la situation et savent que tous les événements survenus au cours des cinq derniers mois, y compris les actions défensives de l'Iran en réponse aux agressions américaines et sionistes, ont visé les auteurs de l'agression contre l'Iran et non les peuples de la région. Il est donc naturel que les populations régionales s'opposent de plus en plus au maintien de la présence militaire américaine dans leurs pays et demandent à leurs gouvernements de faire démanteler les bases américaines, afin d'empêcher toute utilisation de leur souveraineté nationale pour attaquer un autre pays musulman.
- Les États-Unis ont déclenché cette guerre imposée en **attaquant des zones et des objectifs civils et résidentiels**. L'attaque contre les lieux de résidence de nos dirigeants ne saurait être considérée comme légitime au regard du droit international. Le fait que les résidences de nos martyrs et de plusieurs de nos hauts responsables aient été visées ne doit pas faire oublier que l'ensemble des actions menées par les États-Unis au cours des cinq derniers mois constitue, selon nous, des crimes de guerre. Plus particulièrement, le 28 février, simultanément aux frappes contre Téhéran et les résidences des dirigeants iraniens, l'école Shajareh Tayyebbeh de Minab ainsi que le stade de Lamerd ont été bombardés. Tous ces sites étaient des installations civiles.
- Ces attaques se sont poursuivies tout au long des cinq derniers mois, notamment contre la tour de surveillance de Chabahar ainsi que d'autres infrastructures destinées exclusivement à un usage civil. Cela témoigne, selon nous, de la volonté des États-Unis de remettre en cause les normes et principes du droit international et du droit international humanitaire, qui constituent depuis près de huit décennies le fondement des relations internationales, notamment en période de conflit.

- Dès le début de la guerre, des responsables américains ont affirmé ouvertement qu'ils ne se sentiraient liés par aucune règle. Le secrétaire américain à la Défense a notamment déclaré : « No Mercy, No Quarter » (« Ni pitié, ni quartier »). La seule formulation de cette déclaration révèle, selon nous, **une intention de commettre des crimes de guerre**.
- La communauté internationale ainsi que chacun des États ont la responsabilité de réagir aux violations graves du droit international humanitaire. En vertu des Conventions de Genève de 1949, tous les États se sont engagés non seulement à respecter le droit des conflits armés, mais aussi à en assurer le respect par les parties au conflit. Par conséquent, les actes commis par les États-Unis à Qeshm, Minab et Lamerd constituent, selon nous, des crimes de guerre. Tous les États sont autorisés, et même tenus, de traduire les responsables de ces crimes en justice. Nous utiliserons tous les mécanismes disponibles au niveau international afin de demander des comptes aux auteurs et aux commanditaires de ces actes.
- Les autorités ukrainiennes, tant lors de leurs échanges directs avec le ministre des Affaires étrangères que dans les messages qu'elles nous ont adressés, ont affirmé que cet incident était involontaire. Toutefois, des éléments et des indices très clairs, notamment les déclarations explicites du président ukrainien, indiquent qu'il s'agissait d'un acte délibéré. Nous avons pris note des explications fournies par les autorités ukrainiennes et attendons désormais de voir si leurs actes confirmeront réellement leur affirmation selon laquelle cet incident n'était pas intentionnel. Nous prendrons toutes les mesures nécessaires, tant pour demander des comptes à l'Ukraine que pour empêcher qu'une telle faute et un tel crime ne se reproduisent.
- Nous n'avons pas violé le mémorandum d'Islamabad mettant fin à la guerre ; ce sont les États-Unis qui l'ont rompu. Les 7 et 8 juillet, en réaction que nous considérons comme totalement disproportionnée à une accusation qui n'a toujours pas été établie et dont les circonstances demeurent obscures, les États-Unis ont soudainement annoncé qu'ils ne respecteraient plus aucun de leurs engagements. La situation est parfaitement claire : nous n'avons jamais été les premiers à violer un accord. Pour reprendre une métaphore footballistique, **depuis longtemps déjà, le ballon est dans le camp des États-Unis**.

Quelques prises de position de responsables étrangers et d'organisations internationales et d'experts de renom

Axios (citant un responsable américain) :

L'Iran, les États-Unis et Oman seraient sur le point de conclure un accord provisoire en vue de la réouverture du détroit d'Hormuz. Les États-Unis prévoieraient d'annoncer la conclusion de cet accord au cours de la journée de ce mercredi.

Cet accord prévoirait la mise en place, pour une durée de 60 jours renouvelable, d'un mécanisme provisoire entre l'Iran et Oman concernant la navigation dans le détroit d'Hormuz. Tous les navires entrant dans le golfe Persique par le détroit d'Hormuz devront emprunter la voie septentrionale et naviguer dans les eaux territoriales iraniennes.

Les navires quittant le détroit en direction de la mer d'Arabie emprunteront la voie méridionale, à travers les eaux omanaises, en coordination avec l'Iran.

Aucun droit de passage ne sera perçu pour la traversée du détroit pendant cette période de 60 jours. Les parties concernées s'efforceront également de procéder au déminage du chenal central du détroit pendant une période de 30 jours. Ce chenal central sera ensuite utilisé pour la navigation dans le cadre de l'accord permanent actuellement en cours de négociation entre l'Iran et Oman.

Jusqu'à présent, les autorités iraniennes n'ont pas confirmé les informations rapportées par Axios.

John Mearsheimer, professeur de science politique à l'Université de Chicago :

Le président Trump aurait dû faire tout son possible pour mettre en œuvre ce mémorandum d'entente et mettre un terme à la guerre. Au lieu de cela, il a tenté de violer la cinquième clause de cet accord, ce qui a conduit les deux parties à entrer, au mois de juillet, dans une spirale de représailles. Cette stratégie a échoué et il est désormais temps pour les États-Unis de rechercher un accord, même s'il aurait été plus judicieux de le faire beaucoup plus tôt. La conclusion d'un mémorandum similaire à celui d'Islamabad est aujourd'hui bien plus difficile qu'auparavant, car l'Iran est plus que jamais conscient de sa position de force.

Les Iraniens savent désormais mieux que jamais qu'ils sont en position de supériorité. Ils savent également mieux que jamais que le président Trump est confronté à de graves difficultés et qu'il a besoin d'un accord.

Tucker Carlson, journaliste et analyste américain :

Lorsque, au cœur d'un conflit, on oublie toute humanité et que l'on considère les êtres humains comme de simples obstacles à ses objectifs, on abandonne en réalité les rênes au diable. L'administration Trump et Pete Hegseth, secrétaire américain à la Défense, non seulement ne se sont pas excusés pour cet acte criminel, mais ont d'abord tenté de le nier.

Trump a bombardé une école de jeunes filles sans même présenter d'excuses ; j'aimerais lui donner une gifle retentissante.

Il m'est extrêmement difficile et profondément bouleversant de croire que cette attaque contre une école de jeunes filles ait été délibérée.

Steve Keen, économiste australien :

Les réserves stratégiques des États s'épuisent progressivement et, si les perturbations dans le détroit d'Hormuz se poursuivent, le monde devra faire face non seulement à une forte hausse des prix, mais également à une pénurie de pétrole et de matières premières essentielles à l'industrie.

CNN :

L'armée américaine aurait utilisé près de 80 % de ses missiles intercepteurs THAAD et environ 50 % des missiles de son système Patriot.

RIA Novosti :

Selon des données attribuées au Pentagone et examinées par l'agence RIA Novosti, le nombre de militaires américains blessés depuis le début du conflit avec l'Iran est passé à 687. Le nombre de militaires américains tués resterait de 18.

Kepler :

Dans le détroit d'Hormuz, sept navires ont emprunté le couloir iranien sans suivre le dispositif officiel de séparation du trafic maritime.

Dans le détroit de Bab el-Mandeb, 30 traversées ont été enregistrées, contre 41 le 31 juillet.

Le contexte diplomatique demeure instable. Tant que les positions de l'Iran, des États-Unis et d'Oman ne convergeront pas, les opérateurs devront considérer ces deux passages maritimes comme des zones à risque.

Agence de presse officielle d'Arabie saoudite :

Réunis sous la présidence du prince héritier Mohammed ben Salmane, les ministres saoudiens ont réaffirmé que la position de Riyad repose sur la priorité accordée au dialogue afin d'apaiser les tensions avec l'Iran.

Au cours de cette réunion, ils ont souligné la nécessité de renforcer les efforts en cours pour parvenir à un cessez-le-feu et créer les conditions propices à la mise en œuvre de solutions politiques visant à renforcer la sécurité et la stabilité de la région.

Les membres du Conseil des ministres ont également été informés de l'entretien téléphonique entre Mohammed ben Salmane et le président Trump consacré aux développements régionaux.

Ils ont en outre exprimé leur soutien à l'accord présumé portant sur le « désarmement » de la résistance dans la bande de Gaza, en vue de la mise en œuvre intégrale du plan de paix relatif à ce territoire.

Tensions dans la région

Al Mayadeen :

Le Pakistan et le Qatar s'emploient à élaborer un document spécifique consacré au détroit d'Hormuz.

Un deuxième mémorandum d'entente est actuellement en préparation en tant qu'annexe au premier mémorandum. Il portera exclusivement sur le détroit d'Hormuz.

Radiodiffusion de la République islamique d'Iran (IRIB), citant une source bien informée :

L'éventuel accord entre l'Iran et Oman concernant les modalités de circulation des navires dans le détroit d'Hormuz n'implique en aucun cas sa réouverture immédiate.

Les négociations relatives à l'organisation du trafic maritime dans le détroit d'Hormuz sont exclusivement menées entre l'Iran et Oman et n'ont aucun lien avec les États-Unis.

Si les États-Unis poursuivent leurs violations, le détroit d'Hormuz ne sera pas rouvert, même en cas d'accord entre l'Iran et Oman.

La réouverture du détroit d'Hormuz demeure conditionnée à un changement de comportement des États-Unis et à la cessation de leurs violations.

Porte-parole des forces armées yéménites :

Nous avons frappé le pétrolier saoudien **Wafa**, à proximité de Yanbu, à l'aide de missiles balistiques.

À ce jour, huit pétroliers ont été pris pour cible et la circulation de vingt-neuf pétroliers saoudiens a été interrompue.

Réponse de l'Iran aux agressions de ses ennemies

Le général Mohammad Karami, commandant des forces terrestres du Corps des gardiens de la Révolution islamique (CGRI) :

Les combattants du quartier général Hamzeh Seyyed al-Shohada, relevant des forces terrestres du Corps des gardiens de la Révolution islamique, forts de nombreuses années d'expérience dans la défense du territoire sacré de la République islamique d'Iran et s'appuyant sur la foi, les technologies et les connaissances les plus récentes, sont prêts à répondre à toute erreur de calcul de la part des ennemis étrangers ainsi que des dirigeants et membres des groupes terroristes, afin de transformer cette terre en un cimetière collectif pour ces éléments malveillants et mercenaires.

Service des relations publiques du Corps des gardiens de la Révolution islamique :

Un drone **MQ-9** a été intercepté puis touché par le feu d'un nouveau système avancé de défense aérienne de la Force aérospatiale du Corps des gardiens de la Révolution islamique alors qu'il survolait le détroit d'Hormuz.
